

Rectificatif au règlement (CE) n° 1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC)

(«Journal officiel de l'Union européenne» L 207 du 18 août 2003)

Page 6, à l'article 7, paragraphe 5, dernière phrase:

au lieu de: «Le retrait ouvre droit au remboursement de parts dans les conditions prévues à l'article 4, paragraphe 4, et à l'article 16.»

lire: «Le retrait ouvre droit au remboursement de parts dans les conditions prévues à l'article 3, paragraphe 4, et à l'article 16.»

Page 6, à l'article 7, paragraphe 6, dernière phrase:

au lieu de: «Elle doit être prise dans les conditions prévues à l'article 62, paragraphe 4.»

lire: «Elle doit être prise dans les conditions prévues à l'article 61, paragraphe 4.»

Page 10, à l'article 22, paragraphe 1, point f):

au lieu de: «f) les modalités ou avantages particuliers qui concernent les obligations ou les titres autres que des actions qui, en vertu de l'article 66, ne confèrent pas la qualité de membre;»

lire: «f) les modalités ou avantages particuliers qui concernent les obligations ou les titres autres que des actions qui, en vertu de l'article 64, ne confèrent pas la qualité de membre;»

Page 13, à l'article 34, paragraphe 2:

au lieu de: «2. L'absence de contrôle de la légalité de la fusion conformément aux articles 29 et 30 constitue l'une des causes de dissolution de la SEC, conformément à l'article 74.»

lire: «2. L'absence de contrôle de la légalité de la fusion conformément aux articles 29 et 30 constitue l'une des causes de dissolution de la SEC, conformément à l'article 73.»

Page 22, à l'article 73, paragraphe 4:

au lieu de: «4. L'État membre du siège statutaire de la SEC peut former un recours juridictionnel ou faire appel à tout autre moyen juridique adéquat ...»

lire: «4. L'État membre du siège statutaire de la SEC peut instituer un recours juridictionnel ou faire appel à tout autre moyen juridique adéquat ...».
